

ciales du monde. Voilà quelle est notre position, voilà à quel point de vue nous devons être jugés en ce qui concerne les effets de la politique nationale. Je n'entreprendrai pas de prononcer un discours sur le budget ; je n'ai pas l'intention de discuter la question du commerce dans le court espace de temps qui m'est accordé pour parler sur l'adresse. Mais lorsque cette question viendra devant la Chambre, nous aurons tout le temps voulu pour comparer le Canada à d'autres pays. Je me borne à donner à mon honorable ami un sujet sur lequel il puisse réfléchir, un sujet sur lequel il pourra avoir l'occasion de parler lorsqu'il sera soumis à la discussion. Si, comme il le dit, il est en faveur du libre-échange comme il est appliqué et comme il existe en Angleterre, lorsqu'il dénonce la politique nationale, ici, parce qu'il prétend qu'elle ne conjure pas mais qu'elle amène la crise nous lui demanderons bientôt une explication satisfaisante de ses assertions, et nous lui demanderons de nous faire voir comment il se fait que dans le plus vaste et peut-être l'unique pays libre-échangiste du monde entier—notre propre mère-patrie, l'Angleterre, il existe aujourd'hui, et il y a eu depuis quatre ou cinq ans une série de crises dans l'agriculture jusqu'ici inconnue dans l'histoire de cette île, et qui a amené un état de choses qui préoccupe plus sérieusement les hommes d'État et les économistes de l'Angleterre que n'importe quelle question présentement agitée dans ce pays. C'est là une question de politique pratique qu'il appartiendra à mon honorable ami d'élucider devant cette Chambre et le pays avant qu'il puisse convaincre soit la Chambre soit le pays, que le libre-échange tel qu'il existe en Angleterre est une meilleure politique pour le Canada que celle que nous avons adoptée.

L'honorable monsieur a plaisanté au sujet d'une prédiction faite par sir Charles Tupper, dans cette chambre au sujet des perspectives d'avenir du Nord-Ouest, ses progrès et l'établissement de ses terres fertiles. Mais si l'honorable monsieur veut bien prendre connaissance des documents, il verra que ce n'était pas la prédiction d'un ministre, ou de sir Charles Tupper, mais une déclaration formulée de sang froid par un officier d'un ministère étranger à toute influence politique, pour ne rien dire de plus, qui, d'après les données qu'il avait en mains alors, fit un exposé de ce que serait, d'après lui, le développement du Nord-Ouest dans l'espace de quelques années alors prochaines. C'était un exposé qu'un ministre est tenu d'accepter et auquel il est tenu de donner son adhésion, à moins que—

Quelques VOIX : Oh ! oh !

M. FOSTER : Attendez que je finisse. C'est un exposé qu'un ministre est tenu d'accepter et auquel il doit avoir foi jusqu'à ce qu'il ait acquis la certitude absolue que l'employé du ministère a été influencé ou fait erreur dans ses opinions. Mais, M. l'Orateur, cet exposé a été fait par un employé du ministère, en dehors de toute influence, dans des circonstances, qui, dans le temps, lui parurent présager ce résultat, et je me fais fort de dire qu'il parlait de bonne foi, lorsqu'il disait que dans quelques années ses prédictions seraient réalisées. Le résultat a été différent. Mais il est des assertions faites par des membres de la gauche qui pourraient être critiquées de la même manière, des assertions

faites par eux sous leur propre responsabilité. Examinons une de ces assertions. Il me revient que mon honorable ami (M. Laurier), en 1883, je crois, parlant dans cette chambre contre un prêt de \$30,000,000 que l'or. proposait d'accorder à la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, protestait contre la mesure, d'après le principe que ce n'était pas réellement un prêt mais un don gratuit. Et il fit cette prédiction sur un ton d'oracle ; qu'il lui serait probablement donné de voir les eaux remonter vers leur source plutôt que de voir un seul sou de cet argent rentrer dans le trésor public. Or, cette assertion était faite, non par un employé de ministère, mais faite par l'honorable monsieur lui-même, et dans la confiance de la justesse de sa prédiction. Et elle ne s'est pas réalisée. Ayant fait erreur lui-même il devrait être merveilleusement indulgent pour le cas d'une erreur de prédiction survenue dans de bien meilleures conditions, par un adversaire politique.

Je me souviens que, plus tard, lorsque l'honorable député, le chef politique de son parti, cens lui donner le mot d'ordre et de gouverner, qu'il devait suivre avec une obéissance passive, embrassant d'un coup d'œil toute l'étendue du champ politique, sondant l'ensemble des problèmes économiques, observant le mouvement et l'état de l'opinion dans la république voisine, vint ici, et parcourut tout le pays en prédisant sans ambages ni détours, que les Etats-Unis, la fille aînée de l'Angleterre, s'était déclarée en faveur du libre-échange, et ne devait pas tarder à l'appliquer, et que la fille de l'Angleterre qui suivrait la première cet exemple serait " la Confédération du Canada."

Or, la fille aînée de l'Angleterre ne s'est pas déclarée en faveur du libre-échange, elle ne pratique pas le libre-échange ; loin de là, elle se complait dans l'iniquité, comme dirait mon honorable ami, d'un tarif de 40 pour 100 sur les marchandises impossibles.

Je suis aussi d'opinion que l'honorable député fait erreur en s'imaginant que la fille cadette de l'Angleterre, le Canada, ne marchera pas sur les traces des Etats-Unis, dans une mesure plus modérée. Tant que les Etats-Unis maintiendront un tarif élevé contre les importations du Canada, le Canada, dans l'intérêt de ses manufactures, de ses industries, de son développement et de son avenir, doit adopter un mode de protection raisonnable et modéré.

A six heures l'Orateur suspend la séance.

Séance du soir.

M. FOSTER : Mon honorable ami s'est livré à une critique légitime d'une déclaration que j'ai faite au sujet des dépenses courantes du présent exercice, comparées à une diminution des recettes et au déficit qu'il prévoit avec raison. Avant d'aller plus loin, je dois déclarer qu'il est faux que le déficit sera, en chiffres ronds, de six millions de piastres. L'honorable député a été mal renseigné, sur ce point. Il s'est laissé guider par l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright), qui, sur cette question comme sur beaucoup d'autres, n'est pas un guide sûr, lorsqu'il s'agit de rassembler des matériaux pour combattre ses adversaires. Il est vrai qu'un déficit n'est jamais une chose agréable pour un ministre des Finances ou un gouvernement. L'expérience que nous venons de faire aura peut-être pour résultat d'inspirer au parti conservateur